



Nicaragua :

**LES DOLLARS DU CONGRES INTERDITS**

Un décret-loi discuté et approuvé en urgence par l'Assemblée interdit l'entrée au Nicaragua de l'aide votée par le Congrès étatsunien en faveur tant de la Contra que de l'Eglise et de l'opposition.

**"LA PRENSA" : TROIS NOUVEAUX MARTYRS DE L'OPPOSITION**

Pour la droite nicaraguayenne, la dignité humaine d'un citoyen nicaraguayen coûte 32 dollars. Mais ce sont 32 dollars bien placés puisqu'ils lui permettent de vendre la sienne deux millions aux Etats-Unis.

**GRAVE CRISE DANS L'INDUSTRIE AVICOLE**

La récente libération des prix a gravement touché les aviculteurs dont les coûts de production ont fortement augmenté. Ils attendent du gouvernement qu'il prenne des mesures pour les aider à affronter la crise.

**LA NOUVELLE CLASSE OUVRIERE. ENTRETEN AVEC LUCIO JIMENEZ, SECRETAIRE GENERAL DE LA CENTRALE SANDINISTE DES TRAVAILLEURS.**

Au sein du processus révolutionnaire, tous subissent des transformations profondes. La classe ouvrière, un des moteurs du changement, invente et innove.

**MERES DES SEQUESTRES: TOUS LES JEUDIS DU MONDE.**

Mauvaise semaine pour le cardinal Obando.

**L'EDUCATION BILINGUE ET BICULTURELLE, UNE EXPERIENCE SINGULIERE**

Le nombre des élèves concernés a considérablement augmenté depuis le lancement de ce programme prioritaire, dont les résultats seront évalués cette année par le ministère de l'éducation.

Amerique centrale :

**LE COSTA RICA VEND SA DETTE...**

...le gouvernement de Taiwan est preneur.

**LE HONDURAS VA-IL ACCEPTER DE DEMANTELER LA CONTRA ?**

Une proposition du ministre hondurien des Relations extérieures devant l'Assemblée générale de l'ONU a été accueillie avec scepticisme.

**EN BREF :**

- APPROBATION DU TEXTE DE LA LOI D'URGENCE
- SUCCES DE LA 4<sup>ème</sup> FOIRE DE LA SOLIDARITE

60P 11481

## LES DOLLARS DU CONGRES INTERDITS

**Managua, (ANN).** Le ministère de la Coopération extérieure a émis le 6 août une résolution qui interdit l'entrée au Nicaragua de toutes les donations en espèces ou en nature provenant des 75,6 millions de dollars votés le 30 septembre par le Congrès étatsunien pour la Contra, l'Eglise et l'opposition civique (voir bulletin no 124).

Cette résolution signale que la mesure sera communiquée aux organismes internationaux, multilatéraux, gouvernementaux ou non gouvernementaux, aux personnes juridiques et naturelles qui sont concernés par l'attribution des fonds, qualifiés de "criminels" par le gouvernement. La même disposition sera appliquée aux donations qui ont déjà été distribuées sous la qualification d'"aide pour les enfants nicaraguayens affectés par la guerre".

Le ministère de la Coopération extérieure souligne en outre que le Congrès étatsunien, en approuvant de nouveaux fonds pour la Contra, autorise tacitement le président Reagan à être juge de la situation politique interne du Nicaragua et de son influence sur la stabilité de la région.

Par ailleurs, le président de la République Daniel Ortega avait envoyé le 5 août à l'Assemblée nationale un projet de décret-loi pour qu'il soit discuté et voté de façon urgente. Le texte, qui a été approuvé le 6 août, interdit aux individus, aux partis, aux groupes politiques et à tout autre type de personne juridique l'utilisation des fonds provenant de façon directe ou indirecte des lois votées par le Congrès des Etats-Unis. Dans ses attendus, le décret signale que depuis 1981 Washington a organisé, financé, armé et dirigé des activités militaires ou paramilitaires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il précise qu'aucun individu ou organisme ne pourra recevoir et utiliser les "dollars sales" et que la violation de cette disposition sera jugée et sanctionnée comme trahison à la patrie, la peine encourue ayant été fixée par les députés entre 4 et 12 ans de prison. Le décret ne concerne que les fonds votés par le Congrès le 30 septembre. Le gouvernement concertera un accord spécial avec la Commission de vérification des accords de Sapoa qui reçoit de l'argent des Etats-Unis pour l'accomplissement de ses fonctions.

Les partis d'opposition représentés au parlement ont accueilli assez favorablement la proposition de la présidence. Seuls 4 députés ont voté contre (voir encadré). Edwin Illesca, du parti conservateur démocrate (PCDN) a déclaré que tant que dure la guerre le gouvernement doit prendre des mesures pour empêcher l'entrée des dollars destinés à la déstabilisation. Domingo Sanchez, du parti socialiste (PSN) a expliqué pour sa part que le décret "était nécessaire. Il n'est pas possible que des gens reçoivent de l'argent d'une puissance étrangère ennemie. Ils

peuvent toujours nier que ce soit dans le but de déstabiliser le pays. Mais partout où la CIA a pénétré, elle a tout mis en oeuvre pour y parvenir. D. Sanchez a cité l'exemple du renversement de Juan Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954 et celui de Salvador Allende au Chili en 1973. "Cette puissance ne donne pas son argent par bonté et générosité, mais elle espère en retour un remboursement politique, dont beaucoup s'acquittent". Le député Eduardo Coronado du parti libéral indépendant (PLI) a souligné que le décret s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'intervention "à laquelle s'unissent tous ceux qui sont contre la solution militaire et se prononcent pour la voie civique, et ne sont pas les gardiens des intérêts des Etats-Unis dans la région". Clemente Guido, député du PCDN, qui s'est divisé dans ce débat tout comme le PLI, a voté contre en alléguant que la loi serait "inapplicable" compte tenu que les dollars pourront toujours entrer clandestinement.

Quant à Cesar Castillo, également conservateur, il s'est écrié: "Je suis pour les fonds étatsuniens, car je suis contre le communisme". Le leader du parti populaire social chrétien (PPSC), Mauricio Diaz, après s'être prononcé contre l'entrée des fonds au Nicaragua, a fini par rendre le gouvernement responsable de l'agression et du "manque de démocratie", puis s'est retiré du débat entraînant avec lui tous les députés de son parti.

### VOTE DU DECRET INTERDISANT L'UTILISATION DES FONDS ETATSUNIEN.

Assemblée: 96 députés.

Votes en faveur du décret: 79 (61 FSLN, 5 PCDN, 7 PLI, 2 MAP-ML, 2 PSN, 2 PC de N)

Votes contre: 4 (3 PCDN, 1 PLI).

Retraits ou abstentions: 13 (6 PPSC, 6 PCDN, 1 PLI).

## "LA PRENSA" : TROIS NOUVEAUX MARTYRS DE L'OPPOSITION

par Michèle Faure.

Managua, (ANN). "Trois membres de la CUS assassinés avec des AKAS". (AKAS : fusils automatiques). Ce titre en lettres énormes barrait la une du quotidien de droite "La Prensa" daté du mardi 4 octobre. L'article expliquait que trois jeunes appartenant à la Confédération d'unification syndicale (CUS, un des syndicats de la Co-ordination démocratique nicaraguayenne CDN), qui se trouvaient dans un bar du village de Quezalguaque (près de León) avaient été assassinés la veille "sans un mot" par des militaires en jeep. Il précisait en outre que tous trois avaient précédemment été menacés de mort et qu'ils étaient surveillés par la police, selon les déclarations du secrétaire général de la CUS, Alvin Guthrie. Suivaient les numéros de leurs cartes syndicales respectives.

En effet, Norberto Espinoza, Fernando Torres et Alejandro Peralta ont bien été tués dans ce bar, mais pas par des militaires. Les assaillants, venus à pied, sont entrés dans le bar en tirant sur la clientèle, puis ont dépouillé le propriétaire de tout son argent. Ailleurs, on aurait appelé ça un hold up qui tourne mal.

Mais il y a plus. Aucune des trois victimes n'appartenait à la CUS. Norberto Espinoza était sous-lieutenant de l'armée populaire sandiniste. Ses frères ont expliqué qu'il était entré au FSLN avant 1979, qu'il avait été arrêté par la Garde somoziste et n'avait été libéré qu'au moment du triomphe de la révolution. Il a été enterré avec, sur son cercueil, le drapeau rouge et noir. "L'affirmation de "La Prensa" selon laquelle notre frère était de la CUS nous remplit de honte et de douleur, car toute notre famille est révolutionnaire" ont déclaré ses frères, qui ont porté plainte pour diffamation contre A. Guthrie.

La veuve d'Alejandro Peralta a dénoncé le fait que tout de suite après l'enterrement de son mari, travailleur agricole, un groupe d'hommes dirigé par A. Guthrie est venu chez elle lui offrir de l'argent pour qu'elle accepte de confirmer que son mari appartenait à la Centrale syndicale de droite. "Il était à la CUS, mais ce qui se passe c'est que vous ne le saviez pas" lui ont-ils affirmé, tout en tentant de lui faire signer une déclaration. Avant de partir, ils lui ont laissé 15'000 cordobas (environ 32 dollars). "Je leur ai demandé de revenir chercher leur sale argent" explique la veuve. A. Peralta, loin d'être membre du syndicat de la CDN, appartenait au bataillon de réservistes volontaires de León et s'était mobilisé plusieurs fois pour assurer des tâches de défense.

La veuve de Fernando Torres a également reçu la visite d'A. Guthrie, qui lui a fait la même proposition. "Mon mari n'était pas à la CUS. Ils m'ont dit que si, et que

j'allais trouver dans ses papiers sa carte syndicale. J'ai fouillé partout mais je n'ai trouvé que ses papiers militaires et des livres sur Carlos Fonseca".

F. Torres était chauffeur de poids lourds de l'armée. "La seule aide que j'ai reçue pour assurer les frais de son enterrement est celle de l'armée, et non celle de la CUS comme l'a écrit "La Prensa". Cela mérite une sanction de la part du gouvernement. Mon mari n'était pas à la CUS mais, par contre, ce que tous les gens du village savent et que "La Prensa" n'a pas dit, c'est que l'un des suspects arrêtés, José Ramirez, lui, appartient à cette organisation".

Il ne s'agit là que d'un exemple, le plus récent, du comportement de "La Prensa" qui, depuis plusieurs semaines, mène une campagne de diffamation particulièrement violente visant à faire passer la police et l'armée pour des corps répressifs et barbares assassinant les membres de l'opposition. Le ministère de l'intérieur a publié le 6 octobre la liste des cas de droit commun présentés par "La Prensa" comme des actes de répression politique. Jusqu'à l'enterrement, effectué selon la loi, du cadavre d'un inconnu trouvé en état de décomposition avancé et n'ayant été ni identifié ni réclamé qui devient dans "La Prensa" une ténébreuse affaire: "Des policiers masqués transportaient un cadavre" (titre du 21 septembre).

Au moment où une clause votée par le Congrès des Etats-Unis le 30 septembre précise qu'une aide militaire à la Contra, d'un montant de 41,5 millions de dollars, pourra être débloquée si le gouvernement nicaraguayen touche aux médias de l'opposition, on imagine facilement le but de la manoeuvre.

Les familles des victimes de Quezalguaque ont demandé à "La Prensa" de rétablir les faits. De même, la direction des médias du ministère de l'intérieur a envoyé deux notes successives à Violeta Chamorro, directrice du quotidien de droite, pour la prier instamment de publier une rectification en première page et dans les mêmes dimensions que le titre diffamatoire, de même que de rétablir la vérité sur d'autres cas de même nature. "La Prensa" n'a publié le communiqué du ministère de l'intérieur que dans son édition du 6 octobre, en première page dans un petit encadre en bas à droite, avec renvoi à la dernière page pour la suite.

Mais à l'intérieur, un éditorial non signé s'étale sur une page entière. Le commentateur, après avoir signalé qu'une fois de plus le gouvernement "méconnaît les normes légales qui régissent l'exercice de la liberté d'expression", n'hésite pas à faire un parallèle avec la loi de rectification, imposée par Somoza, qui "convertissait les médias en collection de lettres de rectification et rendait nulles leurs capacités d'information (...) Cette loi n'existe plus, mais les fonctionnaires du ministère de l'intérieur semblent l'ignorer". La demande de rétablissement des faits est "plus qu'un abus d'autorité, c'est un vrai délire de commandement".

Quant aux fonctionnaires du département des médias, dirigé par Lisette Torres, elles sont qualifiées d'exaltées et leurs interventions de "violents ukases adressés avec une férocité féminine à notre rédaction". Sur le cas des meurtres de Quezalguaque, l'éditorialiste précise que "La Prensa" n'a fait qu'enregistrer les déclarations d'A. Guthrie. "La Prensa" n'invente pas les faits, elle les expose". Après avoir justifié son journal de la même façon sur les autres cas de diffamation qui lui sont reprochés, l'auteur écrit en conclusion: "Nous nous sommes contentés d'exposer ces faits très graves, obéissant à l'instruction de notre pasteur, le cardinal Obando, de défendre la vie".

Question élémentaire: quel pays démocratique tolérerait une telle attitude? et quel pays supporterait qu'une puissance étrangère, qui en outre l'agresse sur le plan militaire, vienne lui interdire d'appliquer la loi et de rien faire, au nom du respect des libertés démocratiques? la diffamation systématique ferait-elle partie des droits de l'homme?

## GRAVE CRISE DANS L'INDUSTRIE AVICOLE

par Vilma Gutierrez

**Managua, octobre (ANN).** Cherchant à surmonter la crise, les aviculteurs viennent de demander au gouvernement de procéder à une révision générale des prix dans l'ensemble de l'économie nationale, ainsi que la promulgation d'une législation pour encourager l'industrie avicole.

En effet, les entreprises avicoles traversent une crise de commercialisation de leurs produits depuis l'application de mesures économiques adoptées par le gouvernement en juin, en août et tout dernièrement au début de ce mois. Parmi celles-ci, la libération des prix et des salaires pour régulariser l'économie par rapport à l'offre et la demande ainsi que la suspension des subventions destinée à rendre à la production sa véritable valeur et d'encourager la productivité.

Luis Castillo, propriétaire d'une entreprise avicole, affirme qu'avec la libération des prix toutes les matières premières qui interviennent dans la fabrication des aliments complets pour les poulets ont augmenté de 1'300 % ce qui a entraîné une forte hausse du prix des oeufs. Il ajoute que la baisse des ventes vient de l'écart qui existe entre les coûts élevés de production et le faible pouvoir d'achat des secteurs sociaux qui consomment traditionnellement des oeufs.

Ramon Gutierrez, directeur de l'entreprise avicole de production d'oeufs de la réforme agraire (EPARA) explique à son tour que pour produire une douzaine d'oeufs, il faut 2,250 kg d'aliments à 220 cordobas (équivalant à 0,68 centimes de dollar), plus 16 cordobas (0,05 centimes) de produits vétérinaires et 104 cordobas (0,32 centimes) d'électricité, eau, entretien des poulaillers et main d'oeuvre, ce qui donne la somme de 340 cordobas (1,06 dollar). Il faut y ajouter 61 cordobas (0,19 centimes de dollar) qui correspondent à 18 % de gain pour le producteur, le tout atteignant un total de 401 cordobas (1,25 dollar) pour une douzaine d'oeufs.

valent à 0,68 centimes de dollar), plus 16 cordobas (0,05 centimes) de produits vétérinaires et 104 cordobas (0,32 centimes) d'électricité, eau, entretien des poulaillers et main d'oeuvre, ce qui donne la somme de 340 cordobas (1,06 dollar). Il faut y ajouter 61 cordobas (0,19 centimes de dollar) qui correspondent à 18 % de gain pour le producteur, le tout atteignant un total de 401 cordobas (1,25 dollar) pour une douzaine d'oeufs.

Cependant "nous les offrons à 200 cordobas (0,62 centimes) la douzaine", pour arriver à en vendre un peu. Il précise que l'offre dépasse de beaucoup la demande au point qu'à EPARA, la production a été réduite à 60 %, sans que cela ait pour autant résolu les sérieux problèmes de commercialisation.

Oscar Tablada, de la Corporation avicole nationale, met l'accent sur le fait qu'entre le 20 juin et le 31 août les six plus grandes entreprises de production d'oeufs, privées ou d'Etat, ont enregistré des pertes de l'ordre d'un million de dollars à cause de la baisse de leurs ventes. Ces entreprises avaient accumulé 250'000 douzaines d'oeufs qu'elles ont dû vendre à moitié-prix "parce qu'il n'est pas question de les jeter comme le feraient les industries capitalistes". Il précise que le problème réside aussi dans le fait que les producteurs avicoles ne peuvent pas arrêter de nourrir leurs volailles, même si le prix des aliments complets augmente. En revanche, les consommateurs peuvent s'abstenir d'acheter des oeufs lorsqu'ils sont hors de portée de leur pouvoir d'achat. Mais les aviculteurs n'ont d'autre solution que de vendre à perte pour pouvoir écouler leurs stocks.

Cette situation, toutefois, ne pourra pas se prolonger très longtemps, et c'est pour cette raison que les producteurs avicoles demandent une révision complète et une réduction des coûts des matières premières de façon à rendre leurs produits plus accessibles au public.

## LA NOUVELLE CLASSE OUVRIERE.

Entretien avec Lucio Jimenez, secrétaire général de la Centrale sandiniste des travailleurs

par Raquel Fernandez .

**Managua, octobre (ANN).** Absorbés par leurs tâches quotidiennes, poussant le lourd charriot d'une révolution qui n'avance jamais aussi vite qu'on le voudrait, partagés entre les convictions et les doutes, les travailleurs urbains du Nicaragua sont en train de forger un nouveau mode de vie et de pensée, une nouvelle culture.

A plusieurs reprises, les dirigeants de la révolution ont manifesté que le processus ressemble à une gigantesque école où tous, qu'ils soient pour ou contre, dans le pays ou à l'étranger, sont l'objet de transformations profondes.

des. Lucio Jimenez, secrétaire général de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), a répondu aux questions de l'ANN sur l'importance et la profondeur de ces transformations dans le prolétariat.

*ANN : Au Nicaragua, on appelle les entreprises d'Etat "l'aire de propriété du peuple (APP)". Les ouvriers sentent-ils vraiment que ces entreprises leur appartiennent ?*

L.J. : En général oui, ils le sentent, parce que s'il n'en était pas ainsi, toutes les entreprises du pays seraient déjà en faillite. Nous, les travailleurs, sommes conscients du fait que les entreprises d'Etat sont à nous en tant que propriété sociale. C'est pour cette raison que nous nous préoccupons de réaliser les plans de production. D'un autre côté, les travailleurs démontrent dans les faits qu'ils se sentent propriétaires des entreprises.

A preuve, la participation des ouvriers, en dehors des horaires de travail, aux nombreuses journées de travail bénévole (journées "rouges et noires"), aux brigades de défense civile (pour parer à d'éventuelles attaques de l'ennemi contre l'entreprise ou à des catastrophes naturelles), ainsi que le soin qu'ils apportent à l'entretien des outils et des matières premières. Auparavant, le propriétaire de l'entreprise confiait toutes ces tâches à des spécialistes. A présent, ce sont les propriétaires sociaux de l'entreprise qui s'en occupent, c'est-à-dire les travailleurs.

*Ann : Quelle importance revêt le mouvement des innovateurs dans le fait de se sentir propriétaire de l'entreprise et dans le changement culturel ?*

L.J. : Il y a toujours eu des innovateurs au Nicaragua, parce que notre pays a toujours rencontré des difficultés pour s'approvisionner en pièces de rechange. Mais avant la victoire (en 1979), ils ne le faisaient que pour que les machines ne s'arrêtent pas et qu'ils ne perdent pas leur emploi. Personne ne montrait d'intérêt à développer la créativité des travailleurs. Au contraire on les freinait. C'est la révolution qui a libéré la créativité des travailleurs et les a poussé à prendre des responsabilités de plus en plus grandes. Au début, on ne fabriquait que quelques pièces mineures, ou bien on mettait une pièce d'une machine sur une autre.

Mais maintenant, les travailleurs trouvent des solutions à des problèmes plus graves: par exemple, ils équipent les machines d'un système qui les protège des variations de courant et des coupures d'électricité. Les ouvriers ont commencé à étendre le mouvement des innovateurs dans les campagnes et peu à peu, les paysans s'y intègrent.

*Ann : Comment les travailleurs réagissent-ils au fait que dans les journées de travail bénévole, ils offrent leur force de travail, qui est la seule chose qu'ils possèdent ?*

L.J. : C'est vrai que le travailleur fait cadeau de sa force de travail lorsqu'il participe à une journée de travail bénévole, mais à présent, outre sa force de travail, il détient le pouvoir. Il est maître du pouvoir et dans le futur il détiendra d'autres propriétés. De plus, quand le travailleur "offre" une journée de travail bénévole, ou qu'il fait des heures supplémentaires rémunérées, il le fait par humanisme. L'ouvrier se sent responsable du fait que les produits arrivent aux consommateurs dans les meilleures conditions possibles, que les usines soient propres, surtout les fabriques alimentaires, parce que le manque d'hygiène peut provoquer des maladies. Si, pour maintenir l'usine parfaitement propre, il doit faire des heures supplémentaires, l'ouvrier n'hésite pas. L'ouvrier est en train d'établir de nouveaux rapports sociaux avec le reste du pays. Il est en train de se désaliéner et il se sent maître et responsable de la destinée du Nicaragua.

*Ann : Comment les travailleurs nicaraguayens vivent-ils l'alliance ouvrière-paysanne ?*

L.J. : Au Nicaragua, il n'y a pas d'alliance. Il y a unité. Elle se traduit, entre autres, par le retour des travailleurs des villes à la campagne. De plus, dans le domaine de la défense militaire, l'unité s'est renforcée entre les paysans et les ouvriers, qui combattent côté-à-côté. Par ailleurs, au plan de la défense économique, la ville et la campagne sont unies par l'échange de produits. Avant les mesures économiques, le paysan se sentait moralement obligé de vendre à l'entreprise nationale des aliments de base (ENABAS), ce qui ne l'avantageait pas toujours. Mais à présent il a découvert qu'il peut établir une liaison directe avec les travailleurs qui lui offrent la force de travail, de meilleurs prix et les produits les plus nécessaires à la campagne.

Par exemple, un camion se rend à une coopérative, chargé des produits de l'usine à de meilleurs prix que le magasin de distribution des paysans, et retourne à la ville avec des produits de la campagne. Le camion ne voyage jamais à vide, ce qui diminue les frais de transport. De plus, comme il n'y a pas d'intermédiaire, les prix en sont d'autant réduits. Cette logique entraîne une relation idéologique entre ouvriers et paysans et une rationalisation de l'économie de survie. C'est plus qu'une simple économie de troc.

*ANN : Voyons les choses d'une autre perspective: comment les paysans ont-ils accueilli les travailleurs des villes après le processus de fusion des ministères ? (les travailleurs dont les postes ont été supprimés se sont vus proposer par le gouvernement des emplois hors des villes, où la main d'oeuvre fait défaut).*

L.J. : Au début, les paysans ont manifesté un certain rejet vis-à-vis de ceux qui arrivaient. Ils pensaient que s'ils avaient perdu leur emploi en ville, c'est parce qu'ils étaient de mauvais travailleurs. C'est pour cela que beaucoup d'entre eux ont adhéré à des coopératives qui

comptaient peu de membres ou bien en ont créé de nouvelles. Puis on a découvert que de nombreuses coopératives, qui manient des millions de cordobas, ne tenaient pas de comptabilité, et n'avaient aucune connaissance des lois du marché. Ce sont ces connaissances que les travailleurs des villes ont pu leur apporter. Ils ont également apporté une discipline de travail de huit heures par jour, au lieu des 4 heures maximum qui étaient traditionnelles chez le paysan nicaraguayen. Le fait que les membres des coopératives travaillent davantage leur permet d'employer peu, ou pas du tout dans certains cas, de main d'oeuvre extérieure. Ils diminuent ainsi leurs frais et augmentent leurs gains. Par ailleurs, les travailleurs nouvellement arrivés des villes n'ont pas rompu leurs relations personnelles et amicales avec les entreprises auxquelles ils appartenaient, qui échangent leurs produits contre ceux de la coopérative, au bénéfice de tous. Les faits ont démontré que les travailleurs qui se sont rendus dans les campagnes y ont fait des apports importants. A preuve, certaines coopératives ont élu comme président un ouvrier nouveau-venu.

*ANN : Les ouvriers cultivent-ils la culture générale et les beaux arts ?*

L.J. : Une campagne d'alphabétisation permanente s'est maintenue dans les syndicats et dans les entreprises afin que les ouvriers apprennent à lire et à écrire. En outre, l'éducation politique des travailleurs est assurée, pour qu'ils connaissent la culture universelle surtout en ce qui concerne la lutte des classes.

Quant aux beaux-arts, ils ont connu un fort développement dans la période qui a suivi la victoire de la révolution. Mais au fur et à mesure que l'agression s'intensifiait, les activités artistiques sont un peu retombées. Cependant, nous faisons des efforts pour les encourager. Les travailleurs font également tout leur possible pour dominer l'art et la technique militaire, et de nombreux ouvriers sont officiers de réserve. La classe ouvrière se sent responsable du fait que l'armée populaire sandiniste ait une haute conscience de sa mission et se préoccupe d'avoir de l'influence sur elle.

## MERES DES SEQUESTRES: TOUS LES JEUDIS DU MONDE

par Michèle Faure.

**Managua, (ANN).** "Nous serons là tous les jeudis du monde" ont affirmé les mères du jeudi à l'assistant du cardinal Obando, qui leur proposait de recevoir une délégation en tant que membre de la Commission des droits de l'homme de l'archevêché. "C'est Mrg. Obando que nous voulons rencontrer, car il est président de la Commission nationale de réconciliation. Chaque jeudi, il a une excuse pour ne pas nous recevoir".

Ce jeudi-là, le 6 octobre, le cardinal a fait savoir qu'il participait à une réunion de la Conférence épiscopale aux mères du mouvement pour la paix et pour la vie qui réalisaient leur 13ème manifestation hebdomadaire devant l'archevêché. L'assistant du cardinal a fait une réponse curieuse: selon lui, les mères ne pouvaient pas faire appel à Mrg. Obando en tant que président de la Commission de réconciliation car celle-ci a été suspendue par le gouvernement. En effet, une nouvelle réunion de la commission a été repoussée après le prochain sommet des présidents centraméricains, qui devrait avoir lieu fin novembre et où des précisions seront apportées quant au fonctionnement de cette instance créée par les accords d'Esquipulas. Le plus surprenant est sans doute que le cardinal, passant outre la décision du gouvernement, a réuni plusieurs fois la commission en sa qualité de président.

Cette fois-ci, les mères, la majorité d'elles d'Estelí (au nord de la capitale) pensaient qu'elles avaient quelques chances de voir le cardinal Obando. Quelques jours avant, une délégation de leur mouvement avait été reçue à San José (Costa Rica) par le président Arias lui-même, qui, se déclarant "ému" par le cas des séquestrés, a promis de mettre ce problème à l'ordre du jour du prochain sommet des présidents centraméricains.

L'archevêque de San José, Mrg. Roman Arrietta, a également rencontré la délégation, lui assurant qu'il ferait mention des séquestrés dans ses homélies et qu'il prierait pour eux. Même l'archevêque de Tegucigalpa, Mrg. Enrique Santos, apporte son appui au mouvement des mères pour la paix et pour la vie en les aidant à obtenir un visa pour une nouvelle délégation qui se rendra au Honduras.

"L'indifférence de Mrg. Obando à notre égard nous préoccupe", explique une participante. Le 6 octobre, comme chaque jeudi, s'est répétée une scène impressionnante: les mères, après avoir chanté des passages de la messe paysanne, se sont adressées au cardinal: "Monseigneur, vous devez vous confronter à la vérité comme nous nous confrontons tous les jours à la réalité. Les mères sont ici, avec leurs visages tristes et maltraités comme celui de la vierge".

Santos Centeno est venu du hameau de El Hornillo, près d'Estelí, pour demander au cardinal Obando "qu'il dise à la Contra de laisser nos enfants au moins nous écrire". Son fils, Henry Centeno, a été enlevé en 1984 à l'âge de 12 ans, alors qu'il allait faire une course. Ses sœurs ont vu la Contra le traîner, attaché et portant de nombreuses traces de coups. Santos Centeno l'a cherché pendant des jours, interrogeant les gens qui lui ont affirmé que Henry était vivant quand la Contra l'emmenait. L'an dernier, quelqu'un lui a dit qu'il l'avait vu à Las Manos, poste à la frontière avec le Honduras, dans un groupe de contras. Sous son grand chapeau de paysan, Santos Centeno explique avec des mots simples que le cardinal Obando est le pasteur de l'Eglise, le médiateur qui peut aider les Nicaraguayens à retrouver leurs enfants. Henry Centeno a 16 ans, s'il est toujours vivant.

Tout comme les mères des disparus, en Argentine, qu'on appelait les folles de mai, les mères du jeudi demandent que, si leurs fils sont morts, la Contra dise au moins où ils sont enterrés pour qu'elles puissent aller chercher leurs corps.

Le président Arias a promis de faire tout ce qui est en son pouvoir pour qu'elles aillent elles-mêmes dans les camps de la Contra. La délégation lui a remis des listes de noms. Le cardinal Obando, pour sa part, ne reconnaît que les 66 séquestrés de la liste de la Contra, que le gouvernement qualifie de douteuse. Un autre fait attire l'attention des observateurs locaux: le cardinal Obando, en tant que témoin des conversations entre le gouvernement et la Contra, a choisi comme conseiller militaire un officier de l'armée de la République dominicaine, Antonio García, qui s'était joint aux forces d'intervention qui ont envahi son pays en 1965. A. García est connu pour ses liens avec les milieux les plus conservateurs et en particulier avec le conseiller militaire de la Contra dans les conversations de Sapoa, Ramon Jimenez. C'est pourquoi le gouvernement lui a refusé son visa d'entrée au Nicaragua.

Interrogé le dimanche 9 octobre, après la messe dans son église de Las Sierritas, sur la récente interdiction par l'Assemblée nationale des fonds provenant du Congrès étatsunien, le cardinal a estimé "que cela porte préjudice au peuple pauvre du Nicaragua". Réagissant au propos de Daniel Ortega qui, la veille, avait accusé certains membres de la hiérarchie catholique d'être les instruments de déstabilisation, le prélat a déclaré: "L'évangile déstabilise tout ce qui est injuste, déstabilise tout ce qui est péché, déstabilise tout ce qui opprime". Dans son homélie dominicale, il avait fustigé une fois de plus le Père Ubaldo Gervansoni, prêtre italien à qui le Vatican vient de donner l'ordre de quitter le Nicaragua. Faisant écho aux propos du Nonce apostolique à Managua, Mrg. Paolo Giglio, selon lequel l'Eglise "ne veut pas de mauvais prêtres", le cardinal a reproché au Père Gervansoni "d'utiliser les médias pour diffuser sa désobéissance". Le nom du Père Gervansoni risque de venir grossir la li-

ste de plus de 60 religieux et religieuses (selon les chiffres avancés par le prêtre italien) qui ont été expulsés du Nicaragua depuis 1980 par la hiérarchie catholique. L'affaire a commencé quand U. Gervansoni, qui travaille à des projets de développement à Waslala (au nord-ouest de la capitale, dans une des régions les plus dangereuses), a été enlevé par la Contra parce qu'il avait très énergiquement protesté contre l'assassinat d'un paysan par un groupe contre-révolutionnaire.

Quelques semaines après, le Vatican avait envoyé à l'évêque de Bluefields, Mrg. Shlaeffer, (sous l'autorité duquel le prêtre italien s'est placé et avec qui il entretient de bons rapports), une lettre demandant que le religieux rentre en Italie, car il était "persona non grata" pour la hiérarchie nicaraguayenne. Le prêtre, dans une rencontre avec le Nonce apostolique, s'était entendu dire en outre que "tous les prêtres parachutés qui se promènent au Nicaragua doivent être sortis un à un pour remettre de l'ordre dans l'Eglise". Aujourd'hui, on l'accuse de désobéir à son évêque, celui de Bergame, qui aurait demandé son retour, alors que, selon le Père Gervansoni, celui-ci avait consenti à son départ et ne s'est pas manifesté depuis. La communauté de Waslala est fermement décidée à ne pas laisser partir le religieux et le soutient dans ses démarches. "Loin de me laisser intimider par les intrigues du Vatican et la peur de la Contra, je vais rester ici, car c'est ce que veut la communauté et en tant que prêtre je me dois au peuple" explique U. Gervansoni, pour qui il est clair que certains évêques nicaraguayens ont des liens avec la Contra.

A propos des mères du jeudi, le cardinal Obando a avancé dimanche l'argument qu'elles sont soutenues par le gouvernement et la télévision, et que le jeudi 6 octobre, elles ont "dépassé le ton". Il est vrai que la douleur et les larmes ne sont pas décentes. Apparemment, le chemin de croix des mères, bien qu'il arrive à sa quatorzième station, n'est pas encore terminé.

## L'EDUCATION BILINGUE ET BICULTURELLE, UNE EXPERIENCE SINGULIERE

par Isabel Rodríguez.

**Puerto Cabezas, (ANN). C'est en 1980 qu'un décret a été approuvé par le Conseil d'Etat qui permet l'éducation bilingue et biculturelle des enfants de la Côte atlantique. Le programme a été débuté de façon expérimentale avec 375 élèves. Ils sont maintenant 5'380, de la première à la troisième année de l'école primaire.**

Le décret 571, qui établit l'enseignement dans leur langue maternelle pour les ethnies de la Côte atlantique, c'est-à-dire en miskito, sumu et créole anglais, a été adopté peu de mois après la campagne d'alphabétisation. C'était un des programmes spéciaux prioritaires de la ré-

volution. Cependant, à cause des tensions qui ont surgi en 1981 entre les indigènes et le gouvernement, le programme a pris du retard. Il n'a pu vraiment démarrer qu'en 1984, à Sumubila, l'un des dix villages dans lesquels avaient été réinstallés les Miskitos du Rio Coco à l'époque où la Contra avait fait de cette zone son champ d'opération.

Le plan pilote, qui portait sur trois écoles, avait commencé avec 375 élèves et 13 maîtres que le ministère de l'éducation avait formés spécialement. Ce fut le premier pas vers la transformation de l'enseignement qui prédominait durant la dictature. Celle-ci avait interdit l'usage des langues indigènes à l'école, ce qui était un facteur d'échec et la cause d'un niveau scolaire très bas. Ce programme de "castillanisation" (le castillan est l'espagnol classique), comme on appelait ce système répressif, se proposait de faire disparaître le miskito, comme avait été effacée la langue des Ramas.

Un an après la mise en marche de l'éducation bilingue et biculturelle, le nombre d'instituteurs était passé à 32. Ils s'occupaient de 2085 élèves dans 17 écoles. En 1987, ils étaient 153, pour 5'090 élèves dans 58 centres scolaires. A la maternelle, seules les langues indigènes sont utilisées. En première année de primaire, 80 % de l'apprentissage se fait en miskito sumu ou créole anglais.

Le reste est consacré à l'étude de l'espagnol. En deuxième année, environ 67 % de l'enseignement se fait en langue indigène et 33 % en espagnol. L'année suivante la proportion passe à 35 et 65 %. Les instituteurs sont en général d'un assez faible niveau.

Par ailleurs, ils se heurtent à de sérieuses difficultés pour enseigner les mathématiques en miskito et sumu, car la terminologie n'existe pas dans ces deux langues de même que les noms de certains nombres. Pour compter, les indigènes utilisent un système qui complique les choses: par exemple, le chiffre 12 est désigné par 5'5'2, ce qui pose des problèmes pour les chiffres plus élevés.

L'éducation musicale et artistique, domaines fondamentaux car ils portent les valeurs culturelles propres, se font évidemment en langue indigène. Le but poursuivi par le ministère de l'éducation avec l'enseignement bilingue et biculturel est d'éveiller chez l'enfant l'amour de sa culture à travers l'étude de ses manifestations artistiques, de ses récits, contes et légendes recueillis par des chercheurs et par tous ceux qui ont participé à la campagne d'alphabétisation de 1980. La sensibilisation au problème de la protection des ressources naturelles est un autre objectif de cette éducation.

Avant d'étendre l'enseignement bilingue et biculturel au delà de la troisième année, le ministère de l'éducation va procéder cette année à une évaluation du travail réalisé. Dans ce cadre, l'un des projets est de d'avancer dans la formation d'une équipe d'enseignants capables d'édu-

quer l'enfant indigène dans le cadre des valeurs de sa propre culture.

On a observé que le retour des indigènes passés au Honduras en 1981, qui se fait à un rythme soutenu, a provoqué l'augmentation du taux d'analphabétisme. C'est pourquoi, en 1987, une mini-croisade a été organisée qui a permis à 700 personnes d'apprendre à lire et à écrire. Cette année, des élèves du Collège morave de Puerto Cabezas ont entrepris une nouvelle croisade d'alphabétisation en miskito et espagnol, dans les quartiers du port, où ils vont faire la classe tous les soirs après leurs propres cours.

### LE COSTA RICA VEND SA DETTE

par Arnulfo Vargas

**Managua, (ANN). Taiwan, ou la "Chine Taipei" comme elle se fait appeler, a été la première à réagir à la proposition originale faite par le gouvernement costaricain: ce dernier a en effet l'intention de vendre sa dette et de réunir dans les mains d'un seul créateur tous les comptes non soldés du Costa Rica.**

L'idée est venue de l'ancien président Mario Echandi. Elle a fait son chemin et a été saisie au vol par Taiwan qui accepte de racheter la dette "du moment que les deux pays signent une série d'accords préalables de coopération". M. Echandi prétend que l'opération économiserait 40 % du milliard et demi de dollars que son pays doit aux banques commerciales privées. La dette totale du Costa Rica s'élève à 3,924 milliards de dollars, sans compter les tous derniers emprunts. En effet, le Congrès costaricain discute en ce moment de l'acceptation (pratiquement acquise) d'un nouveau prêt de 363 millions de dollars offert par la Banque interaméricaine de développement (BID) et un autre, de 200 millions, qui sera apporté par la Banque mondiale. Ces deux organismes, à eux seuls, absorbent un amortissement de la dette, presque 65 % de la valeur totale des exportations.

On pense que le président Arias va accepter l'offre de Taiwan, car son stratège en matière économique, le président de la Banque centrale Eduardo Lizano, s'est empressé d'assurer publiquement qu'il s'agit "d'une proposition extrêmement avantageuse, qui n'amoinçrit pas la souveraineté nationale ni ne compromet rien d'essentiel".

Moins prudente, Taiwan a annoncé à l'avance quelques-unes de ses conditions: par exemple, recevoir la concession de la pêche au thon, espèce très nombreuse près des côtes du Costa Rica. La pêche au thon est jusqu'à présent sous monopole étatsunien: un accord a été imposé par les Etats-Unis en 1983, après que plusieurs bateaux battant pavillon étatsunien avaient été capturés alors qu'ils pêchaient sans autorisation. Mais il y a plus: Tai-



wan, qui est presque complètement isolée puisque la communauté internationale a reconnu la Chine populaire, n'accepterait la transaction qu'à la condition que le Costa Rica la reconnaisse et la soutienne sur le plan international.

C'est un véritable ouragan qui s'est levé à l'Assemblée comme dans les médias quand la proposition et son approbation éventuelle ont été connues. Des députés de l'opposition ont affirmé que le Costa Rica ne pouvant payer sa dette de toute évidence, Taiwan pourrait la racheter 300 ou 400 millions de dollars, réalisant une bonne affaire et obtenant en Amérique centrale l'espace économique et politique dont elle a besoin. Selon "Inforpress centroamericana", les titres de la dette costaricaine s'échangent entre 17 et 18 % de leur valeur, c'est-à-dire 80 % en dessous de leur valeur réelle.

On ne sait pas très bien quelle attitude pourraient adopter la BID, le FMI et la Banque mondiale (auxquels le Costa Rica doit 57 % de sa dette) face à un accord de cette nature. Il y a quelques jours, le gouvernement Reagan, à travers l'AID (Agency for international Development) a concédé un prêt de 85 millions de dollars destinés au paiement, très en retard, des amortissements de la dette du Costa Rica auprès de ces organismes qui ont imposé un nouveau modèle économique.

#### LE HONDURAS VA-T-IL ACCEPTER DE DEMANTELER LA CONTRA ?

Managua, (ANN). Le 5 octobre, le Honduras a proposé devant la 43ème Assemblée générale de l'ONU de démanteler les troupes contras qui se trouvent sur son territoire et d'installer une force de paix internationale à ses frontières avec le Nicaragua et le Salvador, à la condition cependant que le Nicaragua retire la plainte qu'il a déposée contre lui devant la Cour internationale de justice de La Haye.

Carlos Lopez Contreras, ministre hondurien des Relations extérieures a "instamment prié" le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, de faire des démarches pour "la création d'une force internationale de paix, composée par le Canada, l'Espagne et la RFA, qui serait installée aux frontières du Honduras avec le Nicaragua et le Salvador (...) Cette force garantirait la non-utilisation des territoires frontaliers par les rebelles salvadoriens et nicaraguayens" et empêcherait "le trafic d'armes pour la guérilla salvadorienne".

La proposition prévoit également le démantèlement de la Contra, qui serait désarmée et réinstallée ailleurs. Le ministre Lopez Contreras a en outre demandé à J. Perez de Cuellar d'organiser des négociations entre les deux superpuissances, entre les Etats-Unis et les cinq pays centraméricains et entre les Etats-Unis et le Nicaragua

"quand les parties le jugeront opportun". Mais pour mener à bien ce plan, qui selon C. Lopez Contreras a pour but de relancer Esquipulas, il faudra qu'ait lieu de façon concomitante "un processus de normalisation centraméricaine qui exclut les interférences qui l'affectent, par exemple les procédures internationales incompatibles", claire allusion à la plainte que le Nicaragua a portée contre le Honduras en 1986 devant le tribunal de La Haye.

Le Honduras est normalement tenu par les accords d'Esquipulas, qu'il a signés, de démanteler la Contra. Le Nicaragua lui a demandé de le faire à de nombreuses reprises. Le président Ortega avait par ailleurs expliqué que son pays suspendrait sa plainte à La Haye si le Honduras acceptait l'installation d'une force internationale de paix à la frontière et s'il était d'accord pour s'en remettre au tribunal international de La Haye en cas de controverses sur le respect des engagements.

Le Nicaragua a réagi avec une certaine méfiance à l'annonce des nouvelles positions du Honduras. Le ministre des Relations extérieures, Miguel d'Escoto, a expliqué que ce n'est pas la première fois que le Honduras fait ce genre de proposition, "et il est évident que c'était dans un but exclusivement publicitaire". En effet en novembre dernier C. Lopez Contreras avait proposé la même chose dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale de l'OEA. Le président Ortega, qui y assistait également, avait voulu le rencontrer immédiatement. Mais il lui avait été répondu que le ministre hondurien était déjà parti. M. d'Escoto avait par la suite cherché, à de nombreuses reprises, à rencontrer son homologue hondurien à ce sujet, "mais il m'a toujours répondu qu'il était mieux d'attendre que la chose mûrisse". Le Honduras avait de même refusé en décembre 1987 de discuter de sa propre proposition avec la commission mixte ONU/OEA créée par la Commission internationale de vérification et de suivi des accords d'Esquipulas.

Cependant M. D'Escoto a déclaré que son pays était disposé à accorder au Honduras "le bénéfice du doute" et a annoncé qu'il souhaitait souscrire immédiatement avec C. Lopez Contreras une demande conjointe à l'ONU pour qu'elle procède d'urgence à la création d'un mécanisme permettant de garantir la sécurité aux frontières. Il a sollicité de plus une rencontre entre J. Perez de Cuellar, C. Lopez Contreras et lui-même. Mais le ministre hondurien a quitté les Nations Unies pour Washington 24 heures après avoir prononcé son discours, annulant même la rencontre, qu'il avait sollicitée et obtenue, avec J. Perez de Cuellar. Il a fait savoir que, de toute façon, il n'aurait accepté une réunion que si le Salvador y avait assisté.

Le porte-parole du secrétaire général des Nations Unies a annoncé que la création d'une force de paix n'incombait pas à M. Perez de Cuellar, selon la charte de l'ONU, mais que les ministres du Nicaragua et du Honduras "doivent s'adresser au Conseil de sécurité".

M. George Shultz, à qui l'ANN a demandé si l'envoi des casques bleus à la frontière honduro-nicaraguayenne recevrait l'appui des Etats-Unis dans un vote du Conseil de sécurité, a répondu: "Le chemin correct en Amérique centrale, c'est d'appuyer ceux qui luttent pour la liberté et maintenir l'élan du processus d'Esquipulas et son appel à la démocratie", oubliant que les mêmes accords d'Esquipulas interdisent l'aide aux forces irrégulières comme les 75 millions de dollars que le Congrès a approuvé le 30 septembre pour la Contra et l'opposition nicaraguayenne. On a su par ailleurs que l'envoyé spécial de la Maison Blanche pour l'Amérique centrale, Morris Busby, a communiqué à C. Lopez Contreras que les Etats-Unis n'étaient pas d'accord avec son initiative.

La proposition du Honduras a provoqué d'autres réactions. Tout d'abord, certains médias de Tegucigalpa ont signalé que si la présence des contras a pu être vérifiée par beaucoup d'observateurs, le gouvernement hondurien n'a cependant jamais pu prouver celle de guérilleros du FMLN. C'est l'armée hondurienne au contraire qui a pénétré plusieurs fois au Salvador pour prêter main forte à l'armée de Napoleon Duarte dans sa lutte contre la guérilla.

Par ailleurs le Costa Rica et le Salvador, qui a accepté la proposition du Honduras, ont fait savoir qu'ils refusaient absolument de recevoir les contras comme l'avait suggéré le Honduras. Ce dernier pour sa part a rejeté la proposition de certains gouvernements qui lui ont demandé de prendre en charge le démantèlement, le désarmement et la réinstallation des mercenaires.

Il est assez difficile de savoir aujourd'hui si la proposition du Honduras a quelque avenir. On estime généralement dans les milieux diplomatiques de l'ONU qu'il s'agit encore une fois d'un coup de publicité.

#### EN BREF :

#### APPROBATION DU TEXTE DE LA LOI D'URGENCE

**Managua, (ANN). le 5 octobre, l'Assemblée nationale a adopté le texte de la loi d'urgence, après neuf heures de débat qui ont permis d'améliorer considérablement tant l'avant projet envoyé par le gouvernement que le texte rapporté par la commission de justice du parlement.**

L'article 185 de la constitution habilite le président de la République à suspendre "dans tout ou partie du territoire national les droits et garanties consignés dans la constitution en cas de guerre ou si la sécurité de la nation, les conditions économiques ou une catastrophe nationale l'exigent". Les députés ont approuvé 20 articles qui précisent quelles sont les attributions du chef de l'état dans ces situations exceptionnelles. Le président peut, au terme de la nouvelle loi, suspendre les garanties constitu-

tionnelles, sauf celles exceptées par l'article 186 (loi de protection), quand les cas prévus par l'article 185 de la constitution se présentent, mais il devra soumettre la ratification de l'Assemblée nationale dans un délai de 45 jours.

Pendant la durée de l'état d'urgence exigé par la sécurité de la nation, le président lui-même, ou les autorités qu'ils délèguera, pourra prendre des mesures préventives nécessaires au maintien de l'ordre public et empêcher les activités contrevenant aux dispositions du décret de suspension des droits et garanties: il pourra entre autres intervenir dans les communications par courrier, téléphone, télégraphe, télex, radio-amateur, délivrer des sauf-conduits et exiger leur présentation comme document indispensable. Il sera également habilité à autoriser par écrit la perquisition au domicile, ou dans les bureaux, de toute personne naturelle ou juridique si cela est nécessaire pour la préservation de l'ordre public. Le député du parti conservateur (PCDN) Gerardo Alfaro a proposé d'ajouter à la liste la possibilité de faire occuper les usines ou entreprises produisant pour le pays ou pour l'exportation afin de garantir l'approvisionnement.

Rogelio Ramirez, député du FSLN, a affirmé à la fin des débats que la loi approuvée diffère radicalement des états de siège ou de la loi martiale imposés par Somoza, qui étaient une occupation pure et simple du pays par la Garde nationale.

#### SUCCEs DE LA 4ème FOIRE DE LA SOLIDARITE

Managua, (ANN). Plus de deux mille personnes ont visité le samedi 8 et le dimanche 9 octobre la 4ème foire de la solidarité qui s'est tenue à Managua à La Piñata. Chaque pays avait un stand pour informer sur les actions de solidarité réalisées au Nicaragua et vendre des spécialités culinaires et artisanales, des livres etc. Tout l'argent recueilli ira à la campagne "Le Nicaragua doit survivre".

De nombreux spectacles ont eu lieu, notamment un concert classique de l'orchestre enfantin de Batahola (quartier populaire de Managua) à qui l'ambassade des Etats-Unis vient de refuser le visa pour participer à une tournée organisée par plusieurs comités de solidarité états-uniens., mais également de la musique cubaine, des clowns, le groupe de marionnettes Benjamin Linder et bien d'autres. Deux actes importants ont marqué la foire. Le samedi, le président Ortega a prononcé un discours à l'occasion du 21ème anniversaire de la mort de Che Guevara. Après avoir rappelé la vie et la pensée du grand révolutionnaire latino-américain, Daniel Ortega a évoqué la situation du Chili et a averti qu'il n'y aura pas de chilénisation au Nicaragua, car le pouvoir est aux mains du peuple.

Le dimanche matin, une cérémonie a marqué le 8ème anniversaire du front Farabundo Marti de libération nationale, qui a lancé depuis la mi-septembre une grande offensive militaire au Salvador.

La foire de la solidarité, qui a permis de se rendre compte du travail impressionnant que réalisent les groupes de solidarité, a connu un très grand succès, tant selon les organisateurs que selon les participants.

-----

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1018, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Boza.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

-----

